

[Accueil](#) > ... > [Intenter Une Action En Justice](#) > [Où Et Comment](#) > [Coûts](#) > Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Roumanie

## Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Roumanie

NOTE - 1. Les réponses données pour toutes les études de cas reposent sur l'hypothèse selon laquelle le recours a été formé devant une juridiction roumaine. 2. Pour une meilleure compréhension, les coûts ont été calculés selon un taux hypothétique à savoir 1 EUR = 4 RON (monnaie roumaine).

## Frais en Roumanie

### Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance	Frais d'acte	Autres frais	Appels Frais d'instance initiaux
Cas A	Frais d'instance initiaux 39,3 RON (environ 10 EUR), dont 39 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Exception – 8,3 RON (environ 2 EUR) dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre), si la partie ne dispose pas de revenus ou lorsque ses revenus sont inférieurs au salaire minimum brut national.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	Légalisation – Attestation authentifiant la décision d'un tribunal – 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle est nécessaire pour la partie.	La décision ne peut faire l'objet d'un appel dans ce cas parce que le divorce est accepté par les deux parties.
	Frais d'instance initiaux 39,3 RON (environ 10 EUR), dont 39 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Exception – 8,3 RON (environ 2 EUR) dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre), si la partie ne dispose pas de revenus ou lorsque ses revenus sont inférieurs au salaire minimum brut national.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	Légalisation – Attestation authentifiant la décision d'un tribunal – 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle est nécessaire pour la partie.	La décision ne peut faire l'objet d'un appel dans ce cas parce que le divorce est accepté par les deux parties.
Cas B	Frais d'instance initiaux 39,3 RON (environ 10 EUR), dont 39 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Exception – 8,3 RON (environ 2 EUR) dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre), si la partie ne dispose pas de revenus ou lorsque ses revenus sont inférieurs au salaire minimum brut national.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1,25 EUR par copie) doivent être réglés.	Légalisation – Attestation authentifiant la décision d'un tribunal – 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre). Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle est nécessaire pour la partie.	La décision ne peut faire l'objet d'un appel dans ce cas parce que le divorce est accepté par les deux parties.

Étude de cas	Autres modes de résolution des litiges Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	Oui	Les coûts sont fixés par le contrat de médiation, tel que convenu entre les parties et le médiateur.

Étude de cas	Autres modes de résolution des litiges	
	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	
		Coût
Cas B	Oui	Les coûts sont fixés par le contrat de médiation, tel que convenu entre les parties et le médiateur.

### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice		
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice
		Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.			
Cas A	Non		Non	Sans objet dans ce cas.	Sans objet dans ce cas.
		Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.			
Cas B	Non		Non	Sans objet dans ce cas.	Sans objet dans ce cas.

Étude de cas	Expert	
	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Sans objet dans ce cas.
Cas B	Non	Sans objet dans ce cas.

### Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût
	Oui. Néanmoins, ce cas ne nécessite pas de témoins.	Sans objet dans ce cas.		Sans objet dans ce cas.
Cas A			Sans objet dans ce cas.	
	Oui. Néanmoins, ce cas ne nécessite pas de témoins.	Sans objet dans ce cas.		Sans objet dans ce cas.
Cas B			Sans objet dans ce cas.	

### Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude  
de cas Aide juridictionnelle

	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale? Conditions?
Cas A	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe. Voir l'annexe 1 ci-jointe.
Cas B	Voir l'annexe 1 ci-jointe.	Voir l'annexe 1 ci-jointe. Voir l'annexe 1 ci-jointe.

Étude  
de cas Remboursements

	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Sans objet dans ce cas, parce que les parties consentent au divorce (le divorce est accepté par les deux parties).	Sans objet dans ce cas, parce que les parties consentent au divorce (le divorce est accepté par les deux parties).	Sans objet dans ce cas, parce que les parties consentent au divorce (le divorce est accepté par les deux parties).	Non
Cas B	Sans objet dans ce cas, parce que les parties consentent au divorce (le divorce est accepté par les deux parties).	Sans objet dans ce cas, parce que les parties consentent au divorce (le divorce est accepté par les deux parties).	Sans objet dans ce cas, parce que les parties consentent au divorce (le divorce est accepté par les deux parties).	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de  
cas Traduction

	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?
Cas A	Sans objet dans ce cas.	Sans objet dans ce cas.
Cas B	Lorsque les documents présentés au tribunal (une partie du dossier) sont écrits dans une autre langue.	Les frais peuvent varier en fonction du contrat de traduction, ou, si la traduction est effectuée par un traducteur juridique sur demande du tribunal, des frais de 33,56 RON (environ 8 EUR) par page au format A4 doivent être réglés.

Étude  
de cas Interprétation

	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Lorsque la partie entendue par le tribunal est sourde ou muette, ou si elle ne sait pas écrire.	23,15 RON par heure (environ 6 EUR)	Description	Coût approximatif?
Cas A			-	-

Si l'une des parties au moins ne parle 23,15 RON par heure Oui, mais ils sont  
Cas B pas roumain. (environ 6 EUR) supportés par l'État. -

■ Dernière mise à jour: 11/07/2010

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.